

Concours : 1er concours

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



La justice prédictive

Face à la numérisation croissante de la société, l'apparition d'instruments capables de prévoir l'issue d'un litige à partir de l'analyse d'une grande masse de données judiciaires (doc. 2), dénommée justice prédictive, était inéluctable. Si l'installation progressive de la justice prédictive dans le paysage judiciaire est en cours, elle fascine tout autant qu'elle inquiète, soulevant la question de sa régulation, et ce d'autant qu'elle entraîne une véritable mutation des professions juridiques.

Le développement de la justice prédictive, permis par la mise à disposition des décisions et l'intelligence artificielle, ouvre de nouveaux horizons à l'institution judiciaire (I). Toutefois, au regard des risques inhérents à une telle pratique, il est nécessaire de réguler la justice prédictive (II).

I. Les nouveaux horizons ouverts par l'apparition de la justice prédictive

Le développement de la justice prédictive, qui repose à la fois sur la mise à disposition des décisions judiciaires et les progrès de l'intelligence artificielle (A), offre de nouvelles possibilités porteuses d'espoir pour l'institution judiciaire (B).

A. Le nouvel outil de justice prédictive fondé sur la publicité et l'intelligence artificielle

La loi du 7 octobre 2016 pour une République numérique est venue renforcer l'accès aux décisions de justice, facilitant ainsi la justice prédictive. L'article L411-13

du code de l'organisation judiciaire (doc. 1) ainsi que l'article L. 10 du code de justice administrative (doc. 8) prévoient désormais que les décisions soient mises à disposition du public à titre gratuit. Afin de respecter la vie privée des personnes concernées, cette publicité est précédée d'une analyse des risques de réidentification des personnes. Cette évolution s'inscrit dans l'ouverture des données, qualifiée d'open data (doc. 3), sur laquelle repose la justice prédictive.

L'autre fondement de la justice prédictive est le développement des outils d'intelligence artificielle, nommés le big data (doc. 3). Grâce à des algorithmes fouillant dans la jurisprudence, la justice prédictive permet la quantification du risque juridique (doc. 16) en permettant d'évaluer les chances de remporter un procès, le montant des indemnités ou encore les moyens avancés les plus influents (doc. 4, 7). Avec les progrès technologiques, notamment l'augmentation de la capacité de calculs et le machine learning permettant une véritable modélisation (doc. 7, 9), la justice prédictive est devenue une réalité. De nombreuses legaltech, entreprises exploitant les technologies de l'information dans le domaine du droit (doc. 2), ont vu le jour. En 2017, plus de 94 avaient fait leur apparition en France (doc. 17), offrant ainsi de nouvelles possibilités pour les acteurs de l'institution judiciaires.

B. Les opportunités offertes par la justice prédictive

La justice prédictive peut s'avérer un atout pour le justiciable et le fonctionnement du système judiciaire en lui-même, en renforçant la prévisibilité et en encourageant le désengorgement des tribunaux. La prévisibilité est une qualité essentielle de l'efficacité d'un système judiciaire (doc. 3, 7), et la justice prédictive s'inscrit pleinement dans cette dynamique, en permettant à un particulier ou à une entreprise de calculer les risques judiciaires (doc. 4). Subséquemment, connaissant les chances de succès, le justiciable peut être encouragé à préférer les modes alternatifs de règlement des litiges, la médiation, la transaction (doc. 7, 9, 14). La conséquence directe est le désengorgement des juridictions, bénéfique pour le justiciable et l'institution judiciaire elle-même (doc. 4).

La justice prédictive peut aussi venir assister les avocats et les magistrats dans leur mission. Les magistrats tout comme les avocats peuvent gagner du temps afin de

se concentrer sur les points les plus complexes, la justice prédictive est alors gage de qualité (doc. 6, 9). L'accompagnement des juges par les outils de justice prédictive peut également être source d'une plus grande égalité de traitement des justiciables avec une convergence des pratiques (doc. 12). Pour les avocats, les instruments de justice prédictive promettent une optimisation des stratégies contentieuses, et plus généralement de ses missions avec une recherche et une projection facilitées (doc. 6, 10, 15). La justice prédictive peut donc être un atout pour les professionnels du droit, tout comme pour les justiciables.

Si la justice prédictive ouvre de nouveaux horizons, elle soulève de nombreuses craintes et appelle une régulation.

II - La nécessaire régulation face aux risques de la justice prédictive

Le développement de la justice prédictive a fait naître de nombreuses craintes chez les professionnels du droit (A) et nécessite la mise en place d'un véritable encadrement (B).

A. Les craintes à l'égard de la justice prédictive

Les réticences premières reposent sur la validité des prévisions de décisions qui sont faites par les outils de justice prédictive (doc. 11). Les critères de sélection apparaissent insuffisants pour obtenir une prédiction valable (doc. 5, 19) et les modélisations sont nourries des données jurisprudentielles fournies lors de l'apprentissage, ne tenant pas compte de l'évolution normative et sociale (doc. 13, 19). En outre, se pose la question de l'égal accès des justiciables et des professionnels à ces nouveaux outils de justice prédictive, risquant de créer une justice à deux vitesses préjudiciable pour la confiance en l'institution judiciaire (doc. 3, 11).

Une autre crainte émerge sur le risque de créer un effet performatif et d'uniformisation des décisions des magistrats. Face à la difficulté du contentieux et à son abondance, il peut être craint que le magistrat soit tenté d'adopter la solution qui lui est donnée comme la plus probable par la justice prédictive (doc. 4), faisant alors fi de l'individualisation pourtant essentielle des décisions (doc. 7). En outre, les avocats

peuvent également se brider quant à soulever des arguments novateurs (doc. 10). S'ajoute également la question de l'anonymisation des décisions, face au risque de statistiques nominatives et de critiques de la personne des juges (doc. 18).

B. L'indispensable régulation de la justice prédictive

Face aux craintes soulevées par la justice prédictive, il est nécessaire de réguler la pratique. Il est indispensable que les algorithmes soient objectifs et transparents avec des critères divers et une modélisation porteuse de sens (doc. 5, 11). Cela nécessite la mise en place d'un contrôle par les institutions judiciaires, en travaillant avec des mathématiciens et des techniciens (doc. 13).

La régulation passe surtout par la formation des professionnels du droit, qui doivent apprendre à travailler avec le soutien des outils de justice prédictive (doc. 6, 12). La justice prédictive n'est pas amenée à les remplacer mais à les accompagner (doc. 14). Un investissement public important est nécessaire pour ne pas subir les effets de cette évolution mais en tirer profit (doc. 4, 12), avec l'instauration d'une véritable cyber-éthique (doc. 19).